

**VILLE de MENTON**

*(Alpes-Maritimes)*

**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 mars 2021**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**Délibération n° 11/21**

***Bilan de la concertation et arrêt du Règlement Local de Publicité***

L'an deux mille vingt et un, le 17 mars à 18 heures, le CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de MENTON, dûment convoqué le 11 mars 2021, s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses séances, sans public, *sous la Présidence de Monsieur Jean-Claude GUIBAL, Maire*

**Présents :**

M. Jean-Claude GUIBAL – Mme Sandra PAIRE – M. Yves JUHEL – Mme Gabrielle BINEAU  
M. Daniel ALLAVENA – Mme Martine CASERIO – M. Marcel CAMO – Mme Patricia MARTELLI  
M. Jean-Claude ALARCON – Mme Sylviane ROYEAU – M. Mathieu MESSINA – Mme Nicole ZAPPIA – M. Serge GIACOMAZZI – M. Frédéric SICARDI – Mme Marinella GIARDINA – Mme Isabelle ALMONTE – Mme Sophie ECKENBERG – Mme Floriane CAZAL – Mme Stéphanie JACQUOT – M. Eric FORMENTO – M. Marco SAGRADA – M. Cédric MONTEIRO – Mme Elodie ROBERT – M. Sébastien USCHER – Mme Marie HILL – M. Romain CINNERI – M. Patrice NOVELLI – Mme Pascale VERAN – M. Jean-Christophe STORAÏ (à c/de 18h28) – Mme Estelle GIORGIO-REVERDIAU – Mme Joanna GENOVESE – M. Florent CHAMPION

**Pouvoirs :**

M. Lionel BREZZO à Mme Sandra PAIRE  
Mme Habiba PAILLAC à Mme Nicole ZAPPIA  
M. Olivier BETTATI à Mme Pascale VERAN  
M. Jean-Christophe STORAÏ (à c/ de 19h44) à M. Florent CHAMPION

**Absent :**

M. Jean-Christophe STORAÏ (jusqu'à 18h28)

M. Romain CINNERI a été nommé secrétaire de séance.

**Date d'affichage : 19 MARS 2021**

## Séance du 17 mars 2021

### *Délibération n° 11/21*

**OBJET** : Bilan de la concertation et arrêt du Règlement Local de Publicité.

**RAPPORTEUR** : Madame Gabrielle BINEAU, adjoint au maire

La commune de Menton a entrepris par délibération du conseil municipal n°71/18 du 12 avril 2018 la mise en révision de son Règlement Local de Publicité (RLP) afin d'adapter cet outil de planification de l'affichage de publicitaire tant aux nouveaux besoins exprimés en matière de publicité et de protection du cadre de vie qu'au renforcement du socle législatif et réglementaire.

La procédure de révision des RLP se calquant désormais sur celle des PLU, ladite délibération précisait les objectifs guidant la démarche de sa révision et fixait les modalités de la concertation, conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme, celle-ci devant se dérouler pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de RLP, étant précisé qu'à l'issue, M. le Maire en présenterait le bilan au conseil municipal qui en délibérerait et arrêterait le projet de RLP.

La révision a été prescrite avec les objectifs suivants :

- Définir ou redéfinir des zones de publicité restreintes,
- Mettre en cohérence des zonages avec les zones et bâtiments protégés du PLU,
- Définir, si nécessaire, des éléments urbains et architecturaux à protéger comme des perspectives, des fronts bâtis ou une architecture remarquable d'intérêt,
- Etablir pour la zone d'activité du Haut Careï une réglementation adaptée ;
- Conserver ou améliorer la qualité des entrées de ville (dont 2 correspondent à des portes d'entrée du territoire national),
- Participer, tout en le respectant, à l'attractivité du bord de mer,
- Créer une réglementation adaptée aux ports,
- Prendre en compte de la réglementation du secteur sauvegardé.

Par ailleurs, la délibération précisait les modalités de la concertation avec le public, lesquelles ont été mises en œuvre et complétées au cours de la démarche. Cette concertation, dont les détails et la portée sont exprimés dans le document joint à la présente, a constitué une démarche globalement positive, permettant de sensibiliser la population à la problématique de la publicité dans les années à venir. Enfin, elle a enrichi les réflexions de la municipalité pour l'élaboration de divers documents constituant le RLP.

Le projet de RLP présenté à l'avis de cette assemblée respecte les objectifs fixés par la délibération initiale du 12 avril 2018 et permet à la municipalité de les traduire en matière de règlement.

Le projet de RLP, auquel est joint une note synthétique de présentation, est constitué des éléments suivants :

- Un rapport de présentation,
- Un règlement qui délimite les zones de publicité restreintes et qui fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune des zones,
- Les documents graphiques du règlement,
- Des annexes.

Pour faire suite à la phase d'études, de concertation et d'élaboration associée, le conseil municipal doit se prononcer sur le projet de RLP et ce bilan qui met fin à la phase de concertation préalable.

Le RLP arrêté sera transmis aux personnes publiques associées et à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) qui disposeront d'un délai de trois mois pour faire valoir leurs observations. Ensuite, il sera soumis à enquête publique, ce qui permettra au public de s'exprimer une nouvelle fois sur le projet et de faire valoir ses observations avant l'approbation du RLP. Le commissaire-enquêteur remettra son rapport et ses observations. Puis le conseil municipal aura à approuver le RLP en y apportant, s'il le souhaite, des modifications pour tenir compte des résultats de l'enquête et des avis des personnes publiques.

Les modifications apportées après l'enquête publique ne doivent pas remettre en cause l'économie générale du document.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 581-14-1 et suivants,

VU le Code de l'Environnement,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-11 et suivants,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,

VU le décret n° 2012-118 du 30 janvier 2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux préenseignes,

VU le décret n° 2013-606 du 9 juillet 2013 portant diverses modifications du Code de l'Environnement relatives à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes,

VU l'arrêté du Maire en date du 29 juin 1994 portant création du règlement de publicité, des enseignes et des préenseignes,

VU la délibération n°71/18 du 12 avril 2018 portant sur la mise en révision de son Règlement Local de Publicité (RLP),

VU les débats intervenus au sein du conseil municipal du 19 décembre 2019 pour valider les orientations du RLP,

Vu les réunions avec les personnes publiques associées,

Vu le bilan de la concertation joint à la présente délibération,

CONSIDERANT que la concertation a su s'adapter au contexte sanitaire et s'est déroulée conformément à la délibération initiale et que le public a été en mesure d'émettre ses observations sur le projet,

Vu le projet de Règlement Local de Publicité joint à la présente délibération,

VU l'avis favorable de la commission d'urbanisme du 2 mars 2021,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 10 mars 2021,

Considérant que le bilan de la concertation et le projet sont consultables au service de l'urbanisme,

### **JE VOUS DEMANDE DE BIEN VOULOIR**

- Approuver le bilan de la concertation,
- Arrêter le projet de Règlement Local de Publicité de la commune de Menton,
- Préciser que ce projet sera transmis pour avis, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, aux services de l'Etat, personnes publiques et organismes associés à son élaboration, aux communes limitrophes et aux associations reconnues d'utilité publique qui en ont fait la demande,
- Dire que cette délibération sera affichée pendant un mois à l'Hôtel de Ville,
- Autoriser monsieur le Maire à signer les actes subséquents.

### **LE CONSEIL**

après en avoir délibéré,

**adopte à l'unanimité**

Pour extrait conforme,

*Le Maire,*



Jean-Claude GUIBAL

**Visa de la préfecture :**